COCKTAIL DÉTONNANT POUR UNE RENTRÉE POLITIQUE ANTICIPÉE

Le changement, comme thérapie majeure

Sommes-nous en train de vivre une rentrée politique anticipée ? La scène politique connaît un activisme inhabituel pour un mois d'août censé être une période de trêve. Comme le veut la tradition, l'été nous réserve des situations inédites.

Il ne s'agit ni de coup de force (passé de mode) ni des mesures spectaculaires de la plus haute hiérarchie politique. Le débat sur la crise et les moyens d'en sortir dans la perspective de changement fait irruption dans la scène politique.

Le contexte au double plan interne et externe ne pousse pas à l'optimisme. Le mot crise revient tel un leitmotiv dans la bouche des experts, spécialistes de la chose économique. Les Bourses européennes sont au rouge, c'est la peur d'un retour en récession des grands pays développés et le repli des marchés avec comme repère une baisse des cours de pétrole tirés vers le bas par la baisse de la demande.

Aux Etats-Unis, la crise de la dette publique a pour écho celle de la zone euro qui risque d'être plongée dans la tourmente dans le sillage de la faillite financière de la Grèce. Pis, l'Allemagne dont le rôle économique moteur en Europe s'essouffle quelque peu avec un taux de croissance prévu à la baisse. Même sentiment d'urgence en Espagne où le parlement s'apprête à voter des mesures d'austérité draconiennes.

La précarité des marchés financiers américains et européens n'est pas sans répercussion chez nous quand bien même on refuse de céder à une quelconque panique. Mais ce n'est pas par hasard que le premier argentier du pays, en l'occurrence M. Djoudi, mêle sa voix au concert des questionnements pour rassurer surtout à l'approche des débats parlementaires sur le projet de loi de finances 2012. Et comme pour convaincre que l'Algérie est à l'abri de mauvaises surprises, il précise que les réserves de change fin 2010 s'élèvent à 160 milliards de dollars (173 milliards en juin).

Outre le fait que cela n'a pas une grande signification, la grosse inquiétude concerne le risque encouru justement par les placements de cet argent (avoirs algériens) dans les banques américaines et européennes. Point n'est besoin de s'alarmer, estime le ministre des Finances. Pour lui, le dossier est bien ficelé et l'argent des hydrocarbures ne court pas le risque de fondre comme neige au soleil à la faveur de cette nouvelle crise financière grâce à un mécanisme bien huilé.

Ainsi, les intérêts des placements compenseraient les pertes induites par la dépréciation du dollar et de l'euro. Sujet à controverse puisque des experts en finance à l'exemple de Abderrahmane Hadj Nacer nourrissent de forts doutes à ce propos et développent le point de vue selon lequel il aurait fallu réfléchir à une autre stratégie d'exploitation de l'argent du pétrole.

En d'autres termes, l'Algérie devrait agir en tant qu'acteur actif dans l'économie mondiale plutôt que de subir les aléas de la crise financière internationale.

Les grandes puissances procèdent à une redistribution des cartes par la définition d'un nouveau système financier et la recherche de nouveaux moteurs de croissance. La bataille est rude, voire mortelle pour les pays faibles et elle se déroule sous nos yeux.

Pour Hadj Nacer, l'Union pour la Méditerranée (UPM qui regroupe 27 pays de l'Union européenne et les 16 pays de la rive sud de la Méditerranée, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient) initiée par le président français Nicolas Sarkozy en juin 2008 faisant suite au «processus de Barcelone» est une belle opportunité dont devrait profiter l'Algérie pour un redéploiement politique et économique. Mais l'Algérie y est hostile et voit dans ce projet un cheval de Troie pour Israël. Au contraire de l'Egypte et du Maroc qui s'engouffrent pieds joints dirions-nous : coprésidence pour le premier et secrétariat général pour le second.

Au plan interne, le marasme économique, malgré de fortes rentrées que procurent les hydrocarbures, plombe les perspectives de décollage économique réel. La rente pétrolière a un effet anesthésiant du fait du confort qu'elle procure. Le pétrole une malédiction… Une thématique qui va dominer le débat politique sur la crise algérienne, les moyens d'en sortir.

Actuellement, experts des finances, hommes d'affaires et politiques se rejoignent, chacun à travers son propre cheminement, pour dire l'urgence d'un changement profond touchant tous les aspects de la vie du pays.

Hadj Nacer : La martingale algérienne

Abderrahmane Hadj Nacer n'aime pas trop le mot banquier paradoxalement lui qui a été gouverneur de la Banque d'Algérie durant 5 ans jusqu'en 1992, du temps des réformes post-Octobre 1988.Une boutade qu'il lancera amusé au public convié à une rencontre-débat autour de son essai «La martingale algérienne». L'homme à la force de l'âge (60 ans piles !) confronte une somme de réflexions sur la crise de cette Algérie qu'il affirme avoir dans les tripes.

Il rassure. Il ne s'agit pas d'un exposé en chiffres et statistiques aux contours techniques rébarbatifs. Aberrahmane Hadj Nacer se dit tout aussi heureux que son

Photo : DR

Abderrahmane Hadj Nacer.

essai soit plutôt digest et donc accessible au public le plus large. C'est après un exil forcé de plusieurs années qu'il revient plus motivé et déterminé avec en sus l'expérience riche de tout un parcours professionnel acquis dans les secteurs de la finance mondiale en France notamment. De ventes-dédicaces aux entretiens de presse, l'auteur tient à dire quelques vérités, ses convictions et ce qui lui fait mal dans cette Algérie «qui mérite la destinée des grandes nations prospères».

Prolégomènes khaldouniens, risque un confrère visiblement acquis à la cause de l'auteur qui veut se départir de son habit de banquier pour celui de «penseur». Il se fait ainsi un brin philosophe pour une approche de la société dans un projet revu et corrigé.

Il ne balaye pas d'un revers de la main les institutions. «J'ai rencontré des jeunes qui ont l'ambition légitime par ailleurs de gérer le pays. Mais ce qui m'a frappé chez eux, c'est cette rage qu'ils nourrissent contre les anciens et la volonté de tout effacer et de tout recommencer de zéro. C'est exactement ce que nous nous avons fait et c'est ce qui nous a menés à cet échec, l'échec renouvelé». Si Hadj Nacer impute le marasme économique actuel à la politique menée depuis 1992, il veut tout aussi remonter plus loin pour déceler les causes de cet échec, c'est-à-dire à 1962, rejoint en cela par d'autres débatteurs.

Il faut dire que l'auteur, natif de Soustara (Alger) quartier populaire par excellence, appartient à cette génération formée dans les universités algériennes nourries de patriotisme teinté de romantisme. Démocratie, justice sociale, développement avaient de fortes résonances et motivaient ses engagements. Au ministère de la Planification, réplique du modèle soviétique (Gosplan) de l'époque de l'option socialiste, il avait toute la latitude d'observer la vie du corps social à travers une perception macro-économique. Les plans quadriennaux étaient des modèles du genre en matière de pensée et d'idées selon lui. Ils devaient hisser l'Algérie dans les années 1990 au même niveau de développement que l'Espagne, pays considéré bien en retard par rapport aux autres pays de l'Europe occidentale.

Par la suite, c'est la désillusion totale. Il rappelle ces moments très douloureux où il fallait se résoudre, toute honte bue, à importer des oignons et des œufs de ce même pays. C'est l'échec de l'industrie industrialisante, la révolution agraire. On reste tout de même surpris de l'amnésie de l'auteur quant aux énormes RAR (restes à réaliser), la politique de plein emploi suite à la décision d'arrêter l'émigration (3 employés pour un poste de travail), des usines clefs en main qui ont coûté les yeux de la tête mais qui tournaient au mieux à 20 % (et cerise sur le gâteau, elles distribuaient des bénéfices au personnel !) du fait des carences dans la gestion et de l'absence d'une main-d'œuvre qualifiée.

Le populisme vole en éclats : c'est le réveil brutal après la chute brutale et drastique du prix du pétrole qui enfantera Octobre 88. Les caisses de l'Etat sont vides ! Il y a rupture des grands équilibres économiques, la dette a atteint 26 milliards de dollars mais c'est surtout le service de la dette qui grève les capacités de remboursement Le rééchelonnement est rendu inévitable.

Cette tâche incombera ainsi au gouvernement réformateur de Mouloud Hamrouche. Abderrahmane Hadj Nacer fera partie de son équipe et sera chargé de la lourde tâche de redresser les finances à la tête de la Banque nationale. Bien sûr, l'auteur de «La Martingale algérienne» s'implique dans les nouvelles règles de l'économie de marché. Il rappelle le dossier ficelé de la loi sur la monnaie (convertibilité du dinars).

«Il ne restait plus que le lancement de l'opération. Mais, brusquement, c'est le coup d'arrêt sur injonction du maître du monde (Ndlr : les Etats-Unis) à travers la Banque mondiale et du FMI».

Hadj Nacer a fait partie de tous ceux qui étaient aux commandes des affaires du pays mais les décisions relevaient du «pouvoir informel».

Nouveau constat d'échec. Les réformes lancées dès le début des années 90 ne sont plus qu'un tas de ruines au plan des principes mêmes du libéralisme. Et dire que l'objectif était de libérer l'initiative et les énergies créatrices en matière d'entreprenariat. Place au monde des affairistes, son corollaire la corruption et la course vers l'argent facile (drogue-spéculation). La décennie noire offrira le terreau à toutes les perversions où les détournements de l'argent public par centaines de milliards défrayent la chronique. L'ancien banquier marche sans le savoir sur un terrain miné.

Trop de choses lui échappent. Il sera auditionné à l'Assemblée nationale pour s'expliquer sur le détournement à son profit de 18 millions de dollars. Il se souvient avec amusement du cynisme d'une telle accusation. Il sera limogé par la suite. Mozabite (il découvrira à 6 ans ses origines par ses voisins qui les lui rappellent avec insistance) et fier de son algérianité, il fera le «pèlerinage» à Ghardaïa pour comprendre le modèle économique de la communauté et les secrets de sa réussite.

Il pense s'en inspirer pour une plus large application, c'est-à-dire au niveau national. Il lui décerne donc un satisfecit mettant en avant le rôle d'une structure amazighe : la djemaâ. Hadj Nacer interroge, veut comprendre ce qui nous a menés à l'échec (l'échec renouvelé) et cette incapacité de savoir pourquoi on en est arrivé là, d'où son insistance sur la nécessité de la «conscience de soi». Face aux grands défis d'aujourd'hui, il met en garde contre le wahhabisme, la drogue (l'Algérie est devenue un lieu de transit des grands trafiquants traqués par ailleurs) et l'évangélisation.

L'Algérie est musulmane depuis 14 siècles, dit-il, rejetant l'idée d'un Etat théocratique et dénie le droit à quiconque de parler au nom de la religion qui ne peut aller que dans le sens d'une exploitation à des fins politiques. Citoyenneté, démocratie dans un réel système de contre-pouvoir, jonction des intellectuels non de la rente mais du changement sont, entre autres idées motrices, mises en exergue par l'essayiste pour qui veut croire en l'éclosion du génie du peuple algérien.